

5 juillet 1990 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Intervention de M. François Mitterrand, Président de la République, lors du sommet de l'Atlantique Nord, Londres, le 5 juillet 1990.

Monsieur le Secrétaire général,

- Cette réunion au Sommet de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, de l'Alliance atlantique, intervient à un moment que nous savons crucial. L'Alliance qui a remarquablement assuré notre sécurité depuis quarante-et-un ans et qui a su saisir ces dernières années les premières occasions de désarmement équilibrées qui se sont présentées à nous, doit aujourd'hui s'adapter à la nouvelle situation en Europe. Comme je l'avais déclaré à Key Largo où je me trouvais grâce à l'aimable invitation du Président Bush le 19 avril dernier, notre Alliance doit maintenir sa cohésion. Elle l'a montré en réaffirmant la nécessité de la présence des forces américaines en Europe et en soutenant l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN.

- Nous devons maintenant convaincre nos opinions, nos voisins, et ceux que nous pourrions appeler nos "anciens adversaires", que nous entendons renforcer la nature défensive de l'Alliance et le caractère réellement dissuasif de sa stratégie. Pour cela nous devons tenir compte des intérêts de tous les pays d'Europe, y compris de ceux qui sont encore aujourd'hui membres du Pacte de Varsovie, et notamment, je n'hésite pas à le dire, de l'Union soviétique. Notre attitude sur ce point est légitimement attendue. Là comme ailleurs nous devons être clairs.

- Le projet de déclaration qui nous a été adressé par le Président Bush va largement dans ce sens et j'en approuve l'esprit. Je pense en effet que l'heure est venue d'établir en Europe où tous et chacun sont intéressés à la sécurité de ce continent, de nouvelles relations. Il me semble que l'OTAN en s'adaptant, peut jouer un rôle très utile dans cette évolution. Je remarque à cet égard que l'Alliance a affiché depuis longtemps une double vocation de sécurité, et de coopération. Parmi les évolutions que je soutiens sans réserve figurent tous les progrès envisagés dans le processus de désarmement. Nous avons eu l'occasion d'en parler ces dernières années. Poursuivons notre route dans cette direction, étant entendu que je souhaite qu'en ce qui concerne le désarmement conventionnel nous préservions l'objectif de parachever ultérieurement, avec l'ensemble des trente-cinq membres de la CSCE, les négociations actuellement menées à vingt-trois. Je ne suis en effet pas favorable à ce qui perpétuerait artificiellement des relations de bloc à bloc alors que cela ne correspond plus à la réalité. Je partage ainsi la réticence du Président des Etats-Unis à l'égard d'une déclaration commune OTAN/Pacte de Varsovie. Je préférerais une déclaration solennelle de non agression ou de non recours à la force en premier qui pourrait être adoptée dans le cadre du futur sommet des trente-cinq entérinée par tous les participants.

Vous connaissez la position particulière de la France au regard du commandement intégré de l'OTAN et de sa stratégie. Elle n'a pas l'intention d'en changer. Cela signifie que nous ne sommes pas directement concernés par la stratégie nucléaire qu'adoptent et que mettent en oeuvre de leur côté les Etats membres des organes militaires intégrés, ni par la façon dont ils s'organisent entre eux. Je souhaite cependant que le concept stratégique qu'adoptera l'OTAN pour l'avenir, compte tenu des armes conventionnelles ou nucléaires qu'elle conservera une fois mené à son terme le processus de désarmement actuel, soit vraiment un concept de dissuasion, c'est-à-dire qu'il ait sans ambiguïté pour objet d'étouffer la guerre dans l'oeuf, de l'empêcher d'éclater et non pas seulement de tenter de la gagner. Je ne pense pas qu'un conflit ouvert puisse échapper à sa logique qui serait d'aller toujours plus loin dans l'usage des armes, jusqu'à la bombe atomique.

rologique qui serait d'aller toujours plus loin dans l'usage des armes, jusqu'à la bombe atomique.

- Je vous confirme que la France participera à toute réflexion d'adapter l'Alliance aux exigences des temps à venir. Aucun aspect des problèmes de sécurité relatifs à l'équilibre européen n'est exclu de notre compétence et de nos discussions. Je souhaite que les idées cheminent et que, le moment venu, un autre Sommet du même type puisse tirer les conclusions que les événements imposeront.\

Ma dernière remarque portera sur la complémentarité qu'il convient de renforcer entre les différentes instances où les Alliés se retrouvent en Europe. Je citerai en premier lieu la Communauté économique européenne et, à cet égard, j'estime sage et utile pour l'avenir que les Européens se préparent au sein de l'Alliance à jouer un rôle accru pour leur propre défense. Nous aurons l'occasion d'en reparler. Je citerai ensuite la CSCE. Je suis tout à fait favorable à ce que les seize pays alliés ici réunis définissent leurs objectifs et formulent leurs propositions pour la prochaine réunion du Sommet à trente-cinq comme les douze de la CEE viennent de le faire récemment à Dublin. Une bonne coordination entre nous dans la préparation de ce Sommet me paraît souhaitable. Je crois prudent à cet égard de ne pas préjuger les résultats et de laisser se dérouler normalement le processus prévu avec l'ensemble des trente-cinq pays de la CSCE.

- Nous allons gravir une haute montagne à moins que l'image soit inexacte et que nous soyons plutôt engagés sur la pente qui nous conduira vers une plaine heureuse. Notre volonté est bien de mettre en place un dispositif adapté à la situation nouvelle du monde. Cette rencontre se produit donc au moment qui convient, et permettra les autres rendez-vous de cette année et des années prochaines. Nous avons commencé cette nouvelle ère des relations inter européennes ici à ce Sommet de l'Alliance à Londres.\